

Les choix économiques mis à l'épreuve.

La crise du coronavirus, dont la longévité a mis à rude épreuves sociétés et économies de par le monde, a laissé de lourdes séquelles au Maroc.

La gestion de la crise sur le plan politique et sanitaire a montré les pertinences des différents niveaux de décision au Maroc. Il n'en reste pas moins que le tissu économique, le pouvoir d'achat de la majorité de la population et les activités éparées de survie et de stabilité sociale ont bien subi les effets destructeurs de cette pandémie.

Alors que la crise sanitaire n'est pas encore définitivement vaincue, les effets de l'invasion de l'Ukraine par la Russie donnent d'autres dimensions inattendues à la crise sociale dans le monde.

Le pouvoir d'achat mis à mal par les hausses de tous les prix de consommation et d'équipement pose brutalement la question de la cohérence des choix économiques adoptés au Maroc depuis le début des années 1980, à l'ombre des préceptes en vogue à l'époque des bienfaits de ce village planétaire organisé par la globalisation financière. La mondialisation heureuse dit-on. En somme, une promenade globalisée sous les ravissants cerisiers japonais, arrosés par les modèles de développement asiatique à la sauce NTIC (Nouvelles technologies de l'information et de la communication) !

La souveraineté économique est un concept né en Angleterre, en Allemagne et en France au XVIIIème siècle. Il a été développé par les penseurs fondateurs du capitalisme libéral. Comme d'autres théories sérieuses, il est dévoyé par les populistes et autres négociants des vocables, au même titre que ceux qui ont fait croire que la gouvernance est un concept plus global et plus pertinent que celui de démocratie.

La souveraineté signifie que le développement économique et social est basé sur des avantages comparatifs et consiste pour chaque Nation à être autonome dans l'interdépendance.

Autrement vulgarisé, il s'agit pour un pays de ne pas être totalement ni isolé, ni soumis aux lois marchandes des autres. Il s'agit de s'intégrer dans une économie de science, de technologie et de productivité de savoirs, en optimisant ses propres ressources tout en tirant avantage des économies internes du pays et externes procurées par les échanges internationaux.

Depuis toujours, le développement est rebelle aux mono-spécialisations et aux ouvertures à outrance. Les spécialisations ne sont efficientes que si elles étaient portées par quatre exigences essentielles :

-Le libéralisme est d'abord un système politique et économique soumis, en dernier lieu au contrôle du parlement qui devrait exprimer les préférences de la majorité.

- Le marché n'est pas une puissance ex-nihilo, il est soumis aux lois du pays et à son projet de société ; l'Etat a le devoir de réguler le marché, en le corrigeant et en lui imposant les compromis qui s'imposent.

- Le marché comme l'économie ne sont pas désincarnés. Ils sont ce que les cultures nationales et leurs ouvertures sur le monde en font. Le marché n'est pas un état de la nature, il est le produit de la culture, de l'histoire, des compromis et des rapports de forces multiples.

Le Maroc a adopté avec enthousiasme en juillet 2011 une constitution généreuse, ouverte, moderne, prospective et flexible. Son projet de société vient d'être affiné par les principes directeurs du nouveau modèle de développement. Ce cadrage politique, institutionnel, législatif, économique et

social devrait réduire les marges de fluctuations que génère légitimement tout système politique ouvert.

Que les alternances partisans expriment leurs différentes orientations et c'est tant mieux ; mais sans remettre en cause à chaque fois les acquis sociétaux.

Comme l'économie, la culture et la Politique sont elles aussi affaire de capitalisation et d'accumulation.

Et justement dans cette grille de choix, la souveraineté industrielle et économique pose de nouvelles questions et en reformulent autrement de bien vieilles :

- Les choix de politiques économiques prennent appui sur les structures sociales.
- L'enseignement intelligent, les formations ouvertes et adaptés sont des leviers.
- L'industrialisation de base et le développement rural sont des moyens efficaces de négociation dans le commerce international.
- Qui a audité les fameux accords de libre-échange du Maroc avec la Turquie et l'Egypte qui ont détruit notamment les fleurons de l'industrie textile et des industries exportatrices marocaines ?
- Le niveau le plus élevé possible d'autonomie énergétique est indispensable. Le Maroc s'est bien lancé dans le choix des énergies renouvelables. Pourquoi a-t-on alors permis la vente de la SAMIR ? qui a instruit le dossier des hydrocarbures et permis de libéraliser ce marché crucial dans un système oligopolistique évident. Pourquoi McKinsey ou autre bureau de consulting n'a-t-il pas été chargé d'auditer la Samir avant et après sa dilapidation ?
- La démocratie et le respect des libertés individuelles et des vies privées dans le cadre d'une cohésion sociale et de stabilité politique sont le seul cadre valable que l'homme ait pu trouver jusqu'à nouvel ordre.
- Les ressources rares et vulnérables comme la nature, l'eau, les patrimoines matériels et immatériels, la santé, les services publics de base, sont des biens publics ; ils ne peuvent pas être organisés par le marché et les lois de l'argent à travers l'offre et la demande.
- La concurrence et l'émulation sont nécessaires ; elles sont dévoyées quand elles ne sont pas soumises à la cohésion et à la solidarité sociale qui ne sont pas du domaine individuel caritatif. Elles sont bel et bien un enjeu politique et culturel, aux fondations du tissu social.

Driss KHROUZ .4 Mai .2022.